

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2021

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphane Lacam-Gitareu, atteste la véracité du Rapport financier de Municipalité de Saint-Simon-de-Rimouski pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

[Originale signée]

Signature _____ Date 6 mars 2023

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	3
État de la situation financière	4
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	5
État des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires aux états financiers	7
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	19
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	20
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	21
Charges par objets	22
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	27

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	34
Analyse des charges	46

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Simon-de-Rimouski,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Saint-Simon-de-Rimouski (Municipalité), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, les états des résultats, de la variation de sa dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Simon inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 et S23-3, portent sur l'établissement du déficit de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Observations - Informations comparatives retraitées

Nous attirons l'attention sur la note 23 des états financiers qui explique que certaines informations comparatives présentées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 ont été retraitées. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Observations - Événement significatif

Nous attirons l'attention sur la note 26 des états financiers qui décrit une situation concernant des transactions s'apparentant à des détournements de fonds qui se sont produites dans l'exercice terminé le 31 décembre 2021 et lors de l'exercice subséquent. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité (ou Ville ou Municipalité régionale de comté ou Régie) à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Mallette s.e.n.c.r.l. société de comptables professionnels agréés
Trois-Pistoles, 1er mars 2023
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A113341

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020 Redressé note 23
Revenus				
Taxes	1	903 392	992 620	964 081
Compensations tenant lieu de taxes	2	7 044	9 983	8 053
Quotes-parts	3			
Transferts	4	145 684	363 956	791 187
Services rendus	5	11 917	1 175	12 300
Imposition de droits	6	14 000	27 943	29 993
Amendes et pénalités	7	2 500	739	2 630
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	3 500	5 787	6 243
Autres revenus	10	55 034	68 477	130 636
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	1 143 071	1 470 680	1 945 123
Charges				
Administration générale	14	273 275	385 976	262 421
Sécurité publique	15	158 120	158 455	211 293
Transport	16	323 201	457 499	370 545
Hygiène du milieu	17	130 715	318 501	319 655
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	85 571	64 779	81 418
Loisirs et culture	20	53 878	89 552	87 059
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	59 374	54 209	69 557
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	1 084 134	1 528 971	1 401 948
Excédent (déficit) de l'exercice	25	58 937	(58 291)	543 175
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		6 844 845	6 817 898
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		516 228	
Solde redressé	28		7 361 073	6 817 898
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		7 302 782	7 361 073

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020 Redressé note 23
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	32 452	206 205
Débiteurs (note 5)	2	1 768 942	2 179 176
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	1 801 394	2 385 381
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		532 066
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	122 807	184 007
Revenus reportés (note 12)	12	140 729	110 344
Dette à long terme (note 13)	13	1 822 406	1 899 695
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	2 085 942	2 726 112
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(284 548)	(340 731)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	7 556 918	7 691 875
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		1 981
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	30 412	7 948
	23	7 587 330	7 701 804
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	7 302 782	7 361 073
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020 Redressé note 23
Excédent (déficit) de l'exercice	1	58 937	(58 291)	543 175
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	214 414)	841 050)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		349 371	319 448
(Gain) perte sur cession	5			446
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		134 957	(521 156)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		1 981	
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(22 464)	30 416
	13		(20 483)	30 416
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	58 937	56 183	52 435
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(856 959)	(393 166)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		516 228	
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(340 731)	(393 166)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(284 548)	(340 731)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
		Redressé note 23
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de l'exercice	1 (58 291)	543 175
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2 349 371	319 448
Autres		
▪ Perte sur disposition d'actifs	3	446
▪	4	
	5	291 080
Variation nette des éléments hors caisse		863 069
Débiteurs	6 410 234	181 970
Autres actifs financiers	7	
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8 (61 200)	55 622
Revenus reportés	9 30 385	3 608
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	
Propriétés destinées à la revente	11 1 981	
Stocks de fournitures	12	
Autres actifs non financiers	13 (22 464)	30 416
	14	650 016
		1 134 685
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (214 414)	(841 050)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 ()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	
	19	(214 414) (841 050)
Activités de placement		
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux		
Émission ou acquisition	20 ()	()
Remboursement ou cession	21	
Autres placements de portefeuille		
Acquisition	22 ()	()
Cession	23	
	24	
Activités de financement (note 4)		
Émission de dettes à long terme	25 787 300	
Remboursement de la dette à long terme	26 (875 400)	(549 800)
Variation nette des emprunts temporaires	27 (532 066)	293 066
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28 10 811	7 855
Autres		
▪	29	
▪	30	
	31	(609 355) (248 879)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32 (173 753)	44 756
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	33	161 449
Solde déjà établi	34	
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	35 206 205	161 449
Solde redressé	36	206 205
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36 32 452	206 205

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Saint-Simon-de-Rimouski est un organisme municipal constitué et régit en vertu du code municipal de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale du Québec* publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

Constatation des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les produits de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire;

Les dons sont constatés à leur juste valeur dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

C) Actifs

Les actifs comprennent les éléments suivants :

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins.

b) Actifs non financiers

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie estimative à compter de leur date de mise en service.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des durées suivantes:

	Durées
Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Véhicules	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La municipalité capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Municipalité de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

E) Revenus

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs auquel participe la Municipalité sans en être le promoteur est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	61 245	206 205
Découvert bancaire	2 (	28 793)()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	32 452	206 205
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	60 000	30 000
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note**5. Débiteurs**

		2021	2020
Taxes municipales	11	78 161	67 713
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 532 696	2 032 707
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	126 726	35 599
Organismes municipaux	15	14 108	18 746
Autres			
▪ Autres	16	17 251	24 411
▪	17		
	18	1 768 942	2 179 176
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	1 352 285	1 396 786
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	1 352 285	1 396 786
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	95 947	

Note**6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	5 183	9 558
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	5 183	9 558

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose d'une facilité de crédit d'un montant autorisé de 400 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,5 % et renouvelable annuellement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. Crédeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	102 044	100 375
Salaires et avantages sociaux	48	11 686	13 996
Dépôts et retenues de garantie	49		53 763
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Intérêts courus	51	6 998	12 755
▪ Autres frais courus	52	2 079	3 118
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	122 807	184 007

Note**12. Revenus reportés**

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	6 141	1 516
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	100 086	94 045
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Transferts fédérales reportés	69	29 841	
▪ Transfert MRC reporté	70	4 661	14 783
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	140 729	110 344

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,42	4,43	2024	2026	77	1 834 000	1 922 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84		
					85	1 834 000	1 922 100
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(11 594)	(22 405)
					87	1 822 406	1 899 695

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88		292 900			292 900
2023	89		301 900			301 900
2024	90		293 100			293 100
2025	91		127 800			127 800
2026	92		99 900			99 900
2027 et plus	93		718 400			718 400
	94		1 834 000			1 834 000
Intérêts et frais accessoires	95					
	96		1 834 000			1 834 000

Note**14. Autres passifs**

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	6 428 656	44 201		6 472 857
Eaux usées	105		35 775	(19 318)	55 093
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	2 083 341	4 508	(514 580)	2 602 429
Autres					
▪ Autres	107	108 362	431	(111 073)	219 866
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	983 431	36 673		1 020 104
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	283 721			283 721
Ameublement et équipement de bureau	113	54 760	9 073		63 833
Machinerie, outillage et équipement divers	114	171 855	5 902		177 757
Terrains	115	117 000			117 000
Autres	116				
	117	10 231 126	136 563	(644 971)	11 012 660
Immobilisations en cours	118	657 281	77 851	644 971	90 161
	119	10 888 407	214 414		11 102 821
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	1 637 390	168 281		1 805 671
Eaux usées	121		454		454
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	1 007 081	106 490		1 113 571
Autres					
▪ Autres	123	53 182	2 092		55 274
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	198 020	24 772		222 792
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	207 523	26 697		234 220
Ameublement et équipement de bureau	129	22 944	4 499		27 443
Machinerie, outillage et équipement divers	130	70 392	16 086		86 478
Autres	131				
	132	3 196 532	349 371		3 545 903
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	7 691 875			7 556 918
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	()	()	()	()
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

	2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	1 981
Immeubles industriels municipaux	138	
Autres	139	
	140	1 981
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	1 981

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Dépenses payées d'avance	154	22 464	
▪ Fournitures de bureau et acc	155	7 948	7 948
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	30 412	7 948

Note**19. Obligations contractuelles**

Entente intermunicipale

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

La Municipalité a signé une entente intermunicipale avec la ville de Trois-Pistoles le 24 février 2015. Cette entente décrit les responsabilités et les implications financières pour chacune des parties concernant la couverture par le service incendie de la ville de Trois-Pistoles sur le territoire de la Municipalité. Cette entente se termine le 31 décembre 2020. Par la suite, elle se renouvellera automatiquement annuellement à moins d'avis contraire.

La Municipalité s'est aussi engagé par contrat d'une durée de trois ans à compter de 2019 (saison 2019-2020, saison 2020-2021 et saison 2021-2022) pour le service d'entretien d'hiver des routes de la Municipalité. Le solde de l'engagement s'établit à 134 174 \$ au 31 décembre 2021. Le montant maximum exigible au cours du prochain exercice est de 134 174 \$.

20. Droits contractuels

S/O

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
	160		

N/A

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

N/A

D) Autres

N/A

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

La Municipalité a relevé que des revenus de transferts reliés aux activités d'investissement ainsi qu'un montant de financement des activités d'investissement par les activités de fonctionnement auraient dû être comptabilisés au cours de l'exercice 2020. En conséquence, le solde de l'excédent accumulé au 1^{er} janvier 2021 a été augmenté de 516 228 \$ et les états financiers de l'exercice 2020 ont été retraités.

Le poste «transferts» à l'état des résultats de l'exercice 2020 a été augmenté de 516 228 \$, le poste «affectation - activités d'investissement» de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales a été augmenté de 36 280 \$, le poste «affectations - activités de fonctionnement» l'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales a été augmenté de 36 280 \$ et le poste «financement des investissements en cours» a été augmenté de 552 508 \$. L'excédent de l'exercice 2020 a été augmenté d'un montant de 516 228 \$ et les débiteurs au 31 décembre 2020 ont été augmentés d'un montant 516 228 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs nets (dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipale.

25. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

26. Évènement significatif

Au cours de l'exercice, la Municipalité a détecté plusieurs irrégularités administratives. Des transactions financières s'apparentant à des détournements de fonds ont été relevées. Ces transactions se sont poursuivies et terminées en 2022.

Au 31 décembre 2021, le montant estimatif de ces transactions représente 95 946 \$. Suite à la découverte de ces irrégularités, le conseil municipal a déposé une plainte formelle à la Sureté du Québec, et l'UPAC a été saisie du dossier. À ce jour, le conseil municipal ne peut déterminer la probabilité de recouvrement de ces fonds.

Conséquemment, un montant de 95 946 \$ a été provisionné dans les dépenses de la Municipalité.

Pour l'exercice 2022, le conseil municipal a établi le total des montants détournés à 207 924 \$.

27. Chiffres comparatifs

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			Redressé note 23
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	903 391	992 620		992 620		964 081
Compensations tenant lieu de taxes	2	7 044	9 983		9 983		8 053
Quotes-parts	3						
Transferts	4	145 684	169 244		169 244		206 742
Services rendus	5	11 917	1 175		1 175		12 300
Imposition de droits	6	14 050	27 943		27 943		29 993
Amendes et pénalités	7	2 500	739		739		2 630
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	3 500	5 787		5 787		6 243
Autres revenus	10	54 984	68 477		68 477		65 217
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	1 143 070	1 275 968		1 275 968		1 295 259
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		194 712		194 712		584 445
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						65 419
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21		194 712		194 712		649 864
	22	1 143 070	1 470 680		1 470 680		1 945 123
Charges							
Administration générale	23	273 275	381 219	4 757	385 976		262 421
Sécurité publique	24	158 120	124 903	33 552	158 455		211 293
Transport	25	323 201	347 900	109 599	457 499		370 545
Hygiène du milieu	26	130 715	149 644	168 857	318 501		319 655
Santé et bien-être	27						
Aménagement, urbanisme et développement	28	85 571	64 779		64 779		81 418
Loisirs et culture	29	53 878	56 946	32 606	89 552		87 059
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	59 374	54 209		54 209		69 557
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		349 371	(349 371)			
	34	1 084 134	1 528 971		1 528 971		1 401 948
Excédent (déficit) de l'exercice	35	58 936	(58 291)		(58 291)		543 175

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalizations	Réalizations Redressé note 23
Excédent (déficit) de l'exercice	1	58 936	(58 291)	543 175
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(194 712)(	649 864)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	58 936	(253 003)	(106 689)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		349 371	319 448
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			446
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		349 371	319 894
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		1 981	
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		1 981	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	58 936)(	58 777)(	56 834)
	18	(58 936)	(58 777)	(56 834)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	)	(82 501)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			100 000
Excédent de fonctionnement affecté	21		13 513	
Réserves financières et fonds réservés	22			(13 076)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25		13 513	4 423
	26	(58 936)	306 088	267 483
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		53 085	160 794

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Réalizations	Réalizations Redressé note 23
Revenus d'investissement	1	194 712	649 864
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	9 268)(	65 421)
Sécurité publique	3 (	23 644)(	47 964)
Transport	4 (	20 631)(	594 059)
Hygiène du milieu	5 (	93 558)(	36 929)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	6 080)
Loisirs et culture	8 (	67 313)(	90 597)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	214 414)(	841 050)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	15 178	
Affectations			
Activités de fonctionnement	15		82 501
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18		
	19		82 501
	20	(199 236)	(758 549)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(4 524)	(108 685)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020 Redressé note 23
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	229 703	218 590	223 796
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	43 888	39 147	43 710
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	569 106	685 583	556 777
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	59 374	20 489	13 646
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11		32 160	51 623
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		1 560	4 288
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	182 063	182 071	188 660
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		349 371	319 448
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21			
▪	22			
▪	23			
	24	1 084 134	1 528 971	1 401 948

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	192 718	195 209
Excédent de fonctionnement affecté		13 513
Réserves financières et fonds réservés	31 208	31 208
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	()	()
Financement des investissements en cours	3 653	(47 399)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	7 075 203	7 168 542
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	()	()
	7 302 782	7 361 073
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	192 718	195 209
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
	192 718	195 209
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
▪ Budget 2021		13 513
▪		
▪		
▪		
▪		
▪		
▪		
▪		
▪		
▪		
		13 513
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
▪		
▪		
▪		
		13 513

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Réserve eaux usées	27	31 208
▪	28	31 208
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	31 208
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	
	48	31 208
		31 208

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()(
Autres	53 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres	58 ()(
▪	59 ()(
▪	60 ()(
	61 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()(
Utilisation du fonds de roulement	63 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()(
Utilisation du fonds de roulement	65 ()(
Autres	66 ()(
▪	67 ()(
▪	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()(
Mesure relative à la COVID-19	70 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ()(
Autres	73 ()(
▪	74 ()(
▪	75 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres	80	
▪	81	
	82 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83 3 653	
Investissements à financer	84 ()	(47 399)
	85 3 653	(47 399)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 7 556 918	7 691 875
Propriétés destinées à la revente	87	1 981
Prêts	88	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 7 556 918	7 693 856
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 7 556 918	7 693 856
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (1 822 406)	(1 899 695)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (11 594)	(22 405)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 1 352 285	1 396 786
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	
	99 (481 715)	(525 314)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 ()	()
	101 (481 715)	(525 314)
	102 7 075 203	7 168 542

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29		
▪	30		
▪	31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	()(
Rendement espéré des actifs	34		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35		
Charge de l'exercice	35		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements**Description du régime de retraite des employés municipaux du Québec (RREMQ)**

Le RREMQ est un régime de retraite interemployeur, offrant un volet à cotisations déterminées et un volet à prestations déterminées, qui existe depuis le 1^{er} janvier 2008. Ce régime s'adresse aux organismes municipaux. Le volet à prestations déterminées de ce régime ne permet pas d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Il constitue donc un régime interemployeur en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent les deux volets de ce régime en tant que régime à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions qu'il doit verser pour cet exercice pour le volet à prestations déterminées autant que pour le volet à cotisations déterminées.

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime de retraite par financement salarial	108	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109	5 183
Régime de retraite à prestations cibles	110	
Autres régimes	111	
	112	9 558

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	114	
Régime de retraite simplifié	115	
REER	116	
Autres régimes	117	
	118	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	

Description du régime

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Cotisations des élus au RREM	120		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	629 350	710 151	634 104
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	49 651	55 577	89 629
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	679 001	765 728	723 733
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	47 522	47 523	47 924
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	14 937	14 937	27 379
Matières résiduelles	15	66 329	66 499	69 011
Autres				
▪ Ramonage	16	11 613	11 394	11 415
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19		2 550	3 659
Service de la dette	20	83 989	83 989	80 960
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	224 390	226 892	240 348
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	224 390	226 892	240 348
	29	903 391	992 620	964 081

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33	563	563	486
	34	563	563	486
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35			
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	6 131	8 987	7 140
	38	6 131	8 987	7 140
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	6 694	9 550	7 626
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	350	433	427
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45			
Taxes d'affaires	46			
	47	350	433	427
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	7 044	9 983	8 053

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55			
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57			
Sécurité civile	58			
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	49 054	58 244	55 768
Enlèvement de la neige	61	49 054	58 244	55 768
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69	6 000	727	5 799
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70			
Réseau de distribution de l'eau potable	71			
Traitement des eaux usées	72	28 725	19 309	38 263
Réseaux d'égout	73			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			6 753
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	12 851	16 006	13 360
Activités culturelles				
Bibliothèques	90			
Autres	91			
Réseau d'électricité				
	92			
	93	145 684	152 530	175 711

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	94		
Sécurité publique			
Police	95		
Sécurité incendie	96	20 420	
Sécurité civile	97		
Autres	98		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	99		526 122
Enlèvement de la neige	100		
Autres	101		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	102		
Transport adapté	103		
Transport scolaire	104		
Autres	105		
Transport aérien	106		
Transport par eau	107		
Autres	108		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109	57 782	
Réseau de distribution de l'eau potable	110		
Traitement des eaux usées	111	49 628	
Réseaux d'égout	112		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	113		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	114		
Tri et conditionnement	115		
Autres	116		
Autres	117		
Cours d'eau	118		
Protection de l'environnement	119		
Autres	120		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	121		
Sécurité du revenu	122		
Autres	123		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	124		
Rénovation urbaine	125		
Promotion et développement économique	126		
Autres	127		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	128	66 882	58 323
Activités culturelles			
Bibliothèques	129		
Autres	130		
Réseau d'électricité			
	131		
	132	194 712	584 445

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137			
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140		3 690	
Dotations spéciales de fonctionnement	141		13 024	31 031
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			
	144		16 714	31 031
TOTAL DES TRANSFERTS	145	145 684	363 956	791 187

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	146		
Évaluation	147		
Autres	148		
	149		
Sécurité publique			
Police	150		
Sécurité incendie	151		
Sécurité civile	152		
Autres	153		
	154		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	155		
Enlèvement de la neige	156		
Autres	157		
Transport collectif	158		
Autres	159		
	160		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161		
Réseau de distribution de l'eau potable	162		
Traitement des eaux usées	163		
Réseaux d'égout	164		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	165		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	166		
Tri et conditionnement	167		
Autres	168		
Autres	169		
Cours d'eau	170		
Protection de l'environnement	171		
Autres	172		
	173		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	174		
Autres	175		
	176		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	177		
Rénovation urbaine	178		
Promotion et développement économique	179		
Autres	180		
	181		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	182		
Activités culturelles			
Bibliothèques	183		
Autres	184		
	185		
Réseau d'électricité	186		
	187		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	300	7	341
	191	300	7	341
Sécurité publique				
Police	192			
Sécurité incendie	193	9 017		9 830
Sécurité civile	194			
Autres	195		928	
	196	9 017	928	9 830
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197			
Enlèvement de la neige	198			573
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204			
	205			573
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208			
Réseaux d'égout				
Matières résiduelles	209			
Déchets domestiques et assimilés				
Matières recyclables	210			
Autres	211			
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213			
Autres	214			
	215			
	216			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226			
Activités culturelles				
Bibliothèques	227			
Autres	228	2 600	240	1 556
	229	2 600	240	1 556
Réseau d'électricité				
	230			
	231	11 917	1 175	12 300
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	11 917	1 175	12 300

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	2 050	4 605	2 530
Droits de mutation immobilière	234	12 000	23 338	27 463
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	14 050	27 943	29 993
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	2 500	739	2 630
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	3 500	5 787	6 243
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241			(446)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243		2 700	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248	46 482	55 899	58 921
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	8 502	9 878	72 161
	251	54 984	68 477	130 636
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	44 940	44 336		44 336	43 891
Greffe et application de la loi	2	9 998	8 041		8 041	
Gestion financière et administrative	3	160 145	163 872	4 757	168 629	161 056
Évaluation	4	33 565	27 612		27 612	33 756
Gestion du personnel	5					
Autres						
▪ Autres	6	24 627	41 411		41 411	23 718
▪ Provision somme à recevoir	7		95 947		95 947	
	8	273 275	381 219	4 757	385 976	262 421
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	49 651	49 651		49 651	48 011
Sécurité incendie	10	104 207	74 550	31 536	106 086	159 053
Sécurité civile	11	4 262	702	2 016	2 718	4 229
Autres	12					
	13	158 120	124 903	33 552	158 455	211 293
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	106 983	136 559	108 436	244 995	162 895
Enlèvement de la neige	15	201 267	199 241		199 241	193 172
Éclairage des rues	16	7 100	6 900	254	7 154	6 550
Circulation et stationnement	17			909	909	
Transport collectif						
Transport en commun	18					
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	7 851	5 200		5 200	7 928
	22	323 201	347 900	109 599	457 499	370 545

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	42 522	38 710		38 710	43 224
Réseau de distribution de l'eau potable	24	5 000	25 580	168 403	193 983	190 399
Traitement des eaux usées	25	14 937	15 717	454	16 171	15 167
Réseaux d'égout	26		1 269		1 269	790
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27					
Élimination	28	26 856	26 966		26 966	26 492
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29					
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	22 454	22 454		22 454	30 268
Traitement	32	17 019	17 020		17 020	11 509
Matériaux secs						
Autres	34					
Plan de gestion						
Autres	36					
Cours d'eau	37	1 927	1 928		1 928	1 806
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	130 715	149 644	168 857	318 501	319 655
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	56 612	45 627		45 627	54 106
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	28 959	17 171		17 171	27 312
Tourisme	49					
Autres	50		1 981		1 981	
Autres	51					
	52	85 571	64 779		64 779	81 418
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	3 400	6 111	23 949	30 060	29 500
Patinoires intérieures et extérieures	54	3 866	4 909	6 345	11 254	4 361
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	6 100	3 245	2 079	5 324	20 886
Parcs régionaux	57					9 276
Expositions et foires	58					
Autres	59	22 973	22 974		22 974	
	60	36 339	37 239	32 373	69 612	64 023
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	10 159	13 896		13 896	17 387
Bibliothèques	62	6 380	5 726	233	5 959	5 649
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	1 000	85		85	
	66	17 539	19 707	233	19 940	23 036
	67	53 878	56 946	32 606	89 552	87 059

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	49 874	41 838		41 838	54 458
Autres frais	70	9 500	10 811		10 811	10 811
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72		1 560		1 560	4 288
	73	59 374	54 209		54 209	69 557
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75		349 371 (	349 371)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2	57 782	
Usines et bassins d'épuration	3	35 776	
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	19 574	583 894
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		82 730
Autres infrastructures	11	1 823	42 151
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	22 447	12 310
Édifices communautaires et récréatifs	14	62 037	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	7 876	17 308
Machinerie, outillage et équipement divers	19	5 902	48 812
Terrains	20		53 845
Autres	21	1 197	
	22	214 414	841 050

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24	57 782	
Usines et bassins d'épuration	25	35 776	
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	21 397	708 775
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	99 459	132 275
	34	214 414	841 050

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	525 314	309 000	367 777	466 537
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6		15 178		15 178
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	525 314	324 178	367 777	481 715
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 396 786	463 122	507 623	1 352 285
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	1 396 786	463 122	507 623	1 352 285
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	1 396 786	463 122	507 623	1 352 285
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17	1 396 786	463 122	507 623	1 352 285
	18	1 922 100	787 300	875 400	1 834 000
Dette en cours de refinancement	19	()		()	
Reclassement / Redressement	20				
Dette à long terme	21	1 922 100	787 300	875 400	1 834 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	1 834 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	1 352 285
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	481 715
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	481 715
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	616 381
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	1 098 096
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	1 098 096
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1	14 701	14 702	13 962
Évaluation	2	22 118	22 118	25 877
Autres	3	16 846	16 846	16 221
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	6 799	6 800	7 113
Sécurité civile	6			
Autres	7	262	262	231
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10	1 851	1 852	1 839
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	65 829	65 831	67 714
Cours d'eau	13	1 927	1 928	1 806
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	13 774	13 775	13 393
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	13 336	13 336	13 337
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	22 973	22 974	25 546
Activités culturelles	23	1 647	1 647	1 621
Réseau d'électricité				
	24			
	25	182 063	182 071	188 660

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	211 362	841 050
Frais de financement	4	3 052	
Autres	5		
	6	214 414	841 050

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	1,00	35,00	1 561,00	57 736	13 740	71 476
Professionnels	2						
Cols blancs	3	2,00	21,00	2 381,25	56 065	9 945	66 010
Cols bleus	4	3,00	40,00	3 547,83	76 348	14 458	90 806
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	6,00		7 490,08	190 149	38 143	228 292
Élus	9	7,00			28 441	1 004	29 445
	10	13,00			218 590	39 147	257 737

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		17 335	40 447		57 782
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14	19 309	14 888	34 739		68 936
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	137 483	12 827	58 782	28 146	237 238
	17	156 792	45 050	133 968	28 146	363 956

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	1 560	1 670
	4	1 560	1 670
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	1 092	
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	1 092	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	1 132	
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 132	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	35 158	53 647
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	35 158	53 647
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	15 267	14 240
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	15 267	14 240
Réseau d'électricité			
	40		
	41	54 209	69 557

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Michel Barrière	Conseiller	532	266		
Jacqueline D'Asous	Conseiller	2 128	1 064		
André Rioux	Conseiller	2 128	1 064		
Diane Lamarre	Conseiller	2 128	1 064		
Francis Beaulieu	Conseiller	532	266		
Johanne Bélanger	Conseiller	532	266		
Richard Caron	Maire	6 383	3 192		
Guyline Gagnon	Conseiller	1 596	798		
Raymond Lavoie	Conseiller	1 624	812		
Geneviève Vezeau	Conseiller	1 377	688		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	60 000 \$
Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	4	6 042 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	11	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	12	\$
Ligne 14 : Débiteurs	13	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	15	\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	16	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	17	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 18 19
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 20 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 21 22
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 23 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 24 25
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 26 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 27 28
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 29 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 30 31
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 32 33
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 36 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40 41
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 42 _____ \$
- b) autres formes d'aide 43 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 \$

Facteur comparatif de 2021

45

Valeur uniformisée

46 \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 116 488 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 199 399 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 2 510 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 23 914 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 21 935 \$

Systèmes de drainage

54 4 897 \$

Abords de routes

55 6 890 \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 60 146 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 259 545 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Il y a eu le départ de la directrice générale avant l'été et le budget alloué pour la voirie d'été n'a pas été révisé par la suite. Les dépenses de voirie d'hiver sont beaucoup plus importantes pour la Municipalité car elles sont de près du double de l'aide financière volet ERL.

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 22-12-211

b) Date d'adoption de la résolution

61 2022-12-22

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 62 63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 20-03-54
- b) Date d'adoption de la résolution 65 2020-03-02
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 _____
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 45
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 _____
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 _____
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76 77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- | | | |
|--|----|---------------------|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL | 78 | 939 131 \$ |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 | 150 166 \$ |
| Ministère des Transports | 80 | 589 610 \$ |
| Ministère de la Culture et des Communications | 81 | \$ |
| Autres ministères/organismes | 82 | <u>895 \$</u> |
| | 83 | <u>1 679 802 \$</u> |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Municipalité de Saint-Simon-de-Rimouski | 11055 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Municipalité de Saint-Simon-de-Rimouski,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité de Saint-Simon-de-Rimouski (Municipalité) de l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre au Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27-1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de l'établissement de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

· Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette s.e.n.c.r.l., société de comptables professionnels agréés
Trois-Pistoles, 1er mars 2023
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A113341

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	992 620
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	2 550
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	990 070

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	62 854 100
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	63 307 000
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	63 080 550

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,5695/ 100 \$
--	-----------	-----------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI****NON****S.O.**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 12 13

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

14 15 16

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

17 18 19

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

20 21 22

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

23 24

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)?

25 26

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2023-03-06

Nom du signataire : Lacam-Gitareu

Date de transmission au Ministère : 2023-03-21

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	1 143 070	1 275 968	1 295 259
Investissement	2		194 712	649 864
	3	1 143 070	1 470 680	1 945 123
Charges	4	1 084 134	1 528 971	1 401 948
Excédent (déficit) de l'exercice	5	58 936	(58 291)	543 175
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	(194 712)	(649 864)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	58 936	(253 003)	(106 689)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		349 371	319 448
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	58 936)	(58 777)	(56 834)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	)	(82 501)
Excédent (déficit) accumulé	12		13 513	86 924
Autres éléments de conciliation	13		1 981	446
	14	(58 936)	306 088	267 483
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		53 085	160 794

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	32 452	206 205
Débiteurs	2	1 768 942	2 179 176
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	1 801 394	2 385 381
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	1 822 406	1 899 695
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	263 536	826 417
	10	2 085 942	2 726 112
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(284 548)	(340 731)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	7 556 918	7 691 875
Autres	13	30 412	9 929
	14	7 587 330	7 701 804
Excédent (déficit) accumulé	15	7 302 782	7 361 073

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	192 718	195 209
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Budget 2021	17		13 513
▪	18		
▪	19		
▪	20		
▪	21		
▪	22		
▪	23		
▪	24		
▪	25		
	26		13 513
Réserves financières	27	31 208	31 208
Fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	()	()
Financement des investissements en cours	30	3 653	(47 399)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	7 075 203	7 168 542
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	7 302 782	7 361 073

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	481 715
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	1 098 096

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	15 178	
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	466 537	525 314
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 352 285	1 396 786
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	1 834 000	1 922 100

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	903 391	992 620	964 081
Compensations tenant lieu de taxes	12	7 044	9 983	8 053
Quotes-parts	13			
Transferts	14	145 684	169 244	206 742
Services rendus	15	11 917	1 175	12 300
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	16 550	28 682	32 623
Autres	17	58 484	74 264	71 460
	18	1 143 070	1 275 968	1 295 259
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21		194 712	584 445
Autres	22			65 419
	23		194 712	649 864
	24	1 143 070	1 470 680	1 945 123

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale	1	273 275	381 219	4 757		385 976	262 421
Sécurité publique							
Police	2	49 651	49 651			49 651	48 011
Sécurité incendie	3	104 207	74 550	31 536		106 086	159 053
Autres	4	4 262	702	2 016		2 718	4 229
Transport							
Réseau routier	5	315 350	342 700	109 599		452 299	362 617
Transport collectif	6						
Autres	7	7 851	5 200			5 200	7 928
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	62 459	81 276	168 857		250 133	249 580
Matières résiduelles	9	66 329	66 440			66 440	68 269
Autres	10	1 927	1 928			1 928	1 806
Santé et bien-être	11						
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	56 612	45 627			45 627	54 106
Promotion et développement économique	13	28 959	19 152			19 152	27 312
Autres	14						
Loisirs et culture	15	53 878	56 946	32 606		89 552	87 059
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	59 374	54 209			54 209	69 557
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	1 084 134	1 179 600	349 371		1 528 971	1 401 948
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		349 371 (	349 371)			
	21	1 084 134	1 528 971			1 528 971	1 401 948

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	194 712	649 864
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	214 414)(	841 050)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())
Financement à long terme des activités d'investissement	4	15 178	
Affectations			
Activités de fonctionnement	5		82 501
Excédent accumulé	6		
	7	(199 236)	(758 549)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(4 524)	(108 685)

Extrait du rapport financier, page S18